

Appel

« Algérie : Il faut libérer les détenus et ouvrir l'espace civique »

Nous, associations et organisations signataires, appelons les autorités algériennes à libérer les détenus injustement emprisonnés pour avoir exprimé leurs opinions ou exercé pacifiquement leurs libertés, et à ouvrir l'espace civique aux acteurs.ices de la société civile afin de garantir l'exercice sans entrave de leurs missions dans le cheminement vers l'État de droit.

L'année 2024 marque la programmation d'une élection présidentielle anticipée en septembre en Algérie. Cinq ans après l'émergence du Hirak, mouvement pacifique exigeant l'État de droit et la démocratie, le pays a connu un rétrécissement sévère des droits et libertés fondamentales et l'adoption d'une révision de la Constitution (2020) et de lois liberticides qui ont consolidé l'autoritarisme, en contradiction avec les engagements internationaux de l'Algérie en matière de droits humains.

Une véritable chape de plomb pèse sur la société civile. Depuis 2019, les autorités n'ont eu de cesse de poursuivre et de condamner, souvent à des peines sévères, des citoyen.nes, dont des militant.es, journalistes et défenseur.es des droits humains, pour avoir exercé leurs droits fondamentaux, y compris pour des accusations infondées d'appartenance à des entités terroristes. Elles ont également multiplié les actions judiciaires arbitraires contre des organisations de la société civile, des partis politiques d'opposition, des syndicats et des médias indépendants.

Les autorités algériennes ont dissous deux organisations de défense des droits humains de plus de trente ans d'existence: le Rassemblement actions jeunesse (RAJ) en octobre 2021, confirmé par la décision du Conseil d'État de février 2023, et la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH) en juin 2022. Les locaux des médias Radio M et Maghreb Émergent, parmi les derniers porte-voix d'un journalisme indépendant, ont été mis sous scellés en décembre 2022, avant que la justice n'ordonne leur dissolution en avril 2023.

En mars 2024, l'organisation de deux conférences par SOS Disparus – CFDA, association de défense des droits des disparus, a été arbitrairement empêchée. Deux partis politiques agréés, le Parti socialiste des travailleurs (PST) et le Mouvement démocratique et social (MDS), ont été suspendus pour des durées indéterminées, respectivement en janvier 2022 et février 2023.

De plus, l'amendement du Code pénal en pleine pandémie et sans débat public a donné lieu à l'introduction de dispositions liberticides qui ont servi à condamner plusieurs citoyen.nes pacifiques. Ceci a été suivi par l'élargissement vague de l'accusation criminelle de « terrorisme »

(article 87 bis), mobilisée régulièrement contre des voix pacifiques, et l'adoption des amendements au Code pénal en avril 2024.

À ce jour, plus de 200 personnes sont emprisonnées pour avoir exprimé leur opinion et exercé leurs droits fondamentaux. Parmi elles, des figures du Hirak telles que Brahim Laâlam et Mohamed Tadjadit, qui cumulent presque 60 mois d'incarcération depuis 2019, Mohad Gasmi détenu depuis juin 2020 et le journaliste Ihsane El Kadi, condamné à sept ans d'emprisonnement dont cinq ferme. Au-delà de ces cas, des personnes anonymes ou peu connues sont arbitrairement emprisonnées. Nombre d'entre elles sont en détention préventive depuis des mois. Ces détenus viennent s'ajouter à des cas anciens dont Mohamed Baba Nejar en est le plus emblématique.

Pour rendre visible leur détention arbitraire et exiger leur libération immédiate, des militant.es, des associations, des organisations de droits humains et des médias ont lancé sur les réseaux sociaux la campagne de mobilisation nationale #أطلقوهم #Serhet-asen (#LibérezLes) durant le mois de ramadan. La campagne rappelle que l'exercice des libertés n'est pas un crime.

En 2024, une élection présidentielle est prévue le 7 septembre et l'Algérie siège au sein du Conseil des droits de l'Homme ainsi qu'au Conseil de sécurité des Nations Unies. De plus, les autorités ont reçu les Rapporteurs spéciaux des Nations unies sur le droit à la liberté de réunion pacifique et d'association (Clément Nyaletsossi Voule) et sur la situation des défenseur.es des droits humains (Mary Lawlor) en 2023, des signes apparents d'ouverture et d'engagement.

Ce contexte général appelle à une ouverture des espaces de libertés pour la société civile et à l'application de mesures substantielles pour briser le climat de terreur qui sévit contre les voix critiques et les défenseur.es des droits humains. Plutôt que de les traiter comme une menace, les autorités algériennes devraient prendre des engagements urgents et concrets pour garantir leur intégrité et préserver l'espace nécessaire pour qu'ils et elles puissent jouer leur rôle constructif au sein de la société.

Dans leurs observations de fin de missions, les deux Rapporteurs spéciaux des Nations unies ont constaté des manquements majeurs en matière de respect des droits et libertés fondamentales. Mme Lawlor a affirmé que « l'acharnement judiciaire se poursuit par le biais de multiples poursuites pénales contre des défenseur.es des droits humains ». M. Voule a estimé que « le gouvernement doit assouplir les restrictions strictes imposées aux rassemblements et aux associations [...] et s'attaquer au climat de peur provoqué par une série d'inculpations pénales à l'encontre d'individus, d'associations, de syndicats et de partis politiques en vertu de lois excessivement restrictives. »

Nous, signataires de ce texte, appelons les autorités algériennes à l'application des mesures suivantes :

- La libération immédiate et la réhabilitation pleine et entière des détenu.es injustement emprisonné.es pour avoir exercé leurs libertés d'opinion, d'association et de rassemblement pacifique;
- La levée des contraintes sécuritaires, juridiques et administratives qui empêchent l'exercice effectif des droits et libertés fondamentales de citoyen.nes pacifiques et des acteur.trices de la société civile ;
- L'abrogation des lois et articles du Code pénal liberticides et instrumentalisées à des fins répressives, et l'adoption de lois qui renforcent les libertés publiques et se conforment réellement aux conventions internationales ratifiées par l'Algérie ;
- L'ouverture des espaces de liberté pour les acteur.ices de la société civile et la garantie de l'exercice sans entrave de leurs missions constructives dans le cheminement vers l'État de droit.

SIGNATAIRES :

Organisations algériennes:

- IBTYKAR
- Comité de sauvegarde de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme dissoute (CS-LADDH)
- Libertés Algérie
- SHOAA for Human Rights
- PADA (Pour une alternative démocratique en Algérie)
- ACDA (Agir pour le changement et la démocratie en Algérie)
- Collectif des familles de disparu.e.s en Algérie - SOS Disparu.e.s (CFDA)
- Riposte Internationale
- Comité de soutien pour les droits humains en Algérie - Montréal
- Comité national pour la libération des détenus (CNLD)
- Collectif pour une Alternative Démocratique et Sociale en Algérie (CADSA-Marseille)

Organisations internationales et régionales:

- MENA Rights Group
- Institut du Caire pour les études des droits de l'homme (CIHRS)
- Avocats Sans Frontières en Tunisie
- ARTICLE 19
- AfricanDefenders (Pan-African Human Rights Defenders Network)

- EuroMed Droits
- FIDH (Fédération Internationale pour les Droits Humains), dans le cadre de l'Observatoire pour la Protection des Défenseurs des Droits Humains
- Organisation mondiale contre la torture (OMCT), dans le cadre de l'Observatoire pour la Protection des Défenseurs des Droits Humains
- Service International pour les Droits de l'Homme
- Front Line Defenders

Lien vers le contenu de la campagne #أطلقوهم #Serhet-asen (#LibérezLes):

<https://linktr.ee/freedzconscienceprisoners>

Email: freedzconscienceprisoners@proton.me

الجزائر: دعوة للإفراج عن معتقلين الرأي وفتح مساحات للمجتمع المدني

نطالب نحن، الجمعيات والمنظمات الموقعة أدناه، السلطات الجزائرية بالإفراج عن المعتقلين المحتجزين ظلماً بسبب التعبير عن آرائهم، أو ممارستهم حرياتهم بسلمية. كما نطالب بفتح المجال المدني أمام الجهات الفاعلة في المجتمع المدني، من أجل ضمان اضطلاعها بدورها ومهمتها، لضمان سيادة القانون دون عوائق.

من المقرر أن تنعقد الانتخابات الرئاسية المبكرة في سبتمبر 2024، كما يشهد العام نفسه الذكرى السنوية الخامسة لـ "الحراك"، تلك الحركة الاحتجاجية الواسعة، المطالبة بسيادة القانون والديمقراطية. ولكن منذ عام 2019، شهدت البلاد قمعاً شديداً للحقوق والحريات الأساسية، بالإضافة للمراجعة الدستورية عام 2020، وصدور مجموعة من القوانين القمعية التي عززت الاستبداد، على نحو يتعارض تماماً مع التزامات الجزائر الدولية في مجال حقوق الإنسان.

ففيما يخيم الصمت على المجتمع المدني تحت وطأة القمع، منذ عام 2019، تتوالى محاكمات النشطاء والصحفيين والمدافعين عن حقوق الإنسان والحكم عليهم، في كثير من الأحيان بأحكام قاسية، بسبب ممارستهم لحقوقهم الأساسية، من ضمنها اتهامات لا أساس لها بالانتماء إلى كيانات إرهابية. كما ترتفع وتيرة الإجراءات القانونية الانتقامية بحق منظمات المجتمع المدني والأحزاب السياسية المعارضة والنقابات ووسائل الإعلام المستقلة. إذ قررت السلطات الجزائرية مؤخراً حل منظمين لحقوق الإنسان، يمتد عملهم لأكثر من ثلاثين عاماً، هما؛ الجمعية الوطنية للشباب (راج) الصادر قرار بحلها في أكتوبر 2021، أكده قرار مجلس الدولة الصادر في فبراير 2023. والرابطة الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان (LADDH) الصادر قرار حلها في يونيو 2022. وفي ديسمبر من العام نفسه، تم إغلاق مكاتب راديو إم والمغرب إمرجا (Maghreb Émergent)، آخر منابر الصحافة المستقلة في البلاد، وذلك قبل أن تأمر محكمة جزائرية بحلها في أبريل 2023. وفي مارس الماضي، تم منع مؤتمرات نظمتهما منظمة SOS Disparus - CFDA، وهي جمعية تدافع عن حقوق المختفين قسراً، بينما تم تعليق عمل حزبين سياسيين مسجلين إلى أجل غير مسمى بين عامي 2022 و2023، هما الحزب الاشتراكي للعمال والحركة الديمقراطية والاجتماعية.

هذا بالإضافة إلى تعديل قانون العقوبات في خضم جائحة كورونا ودون نقاش مجتمعي، وإضافة عقوبات قمعية تم توظيفها لإدانة العديد من المواطنين السلميين، فضلاً عن توسيع التوصيف القانوني لجرائم "الإرهاب" (المادة 87 مكرر)، بما يتيح توظيفها ضد الأصوات السلمية، واعتماد تعديلات على قانون العقوبات في فبراير 2024.

يقع حاليًا أكثر من 200 شخص في السجون بسبب ممارستهم حقهم في حرية التعبير والحقوق الأساسية الأخرى، بعضهم من شخصيات "الحراك" مثل إبراهيم لعلامي ومحمد تاجديت والذين قضوا ما يقرب من 60 شهرًا في الحبس. ومنهم أيضًا محاد قاسمي المسجون منذ يونيو 2020؛ والصحفي إحسان القاضي المحكوم عليه بالسجن 7 سنوات (عامين منهم مع وقف التنفيذ). هذا بالإضافة إلى مئات الأشخاص المجهولين أو الأقل شهرة المحتجزين بشكل تعسفي، رهن الحبس الاحتياطي منذ أشهر. هؤلاء المعتقلون مؤخرًا انضموا بدورهم لصفوف السجناء القدامى، أمثال محمد بابا نجار.

في هذا السياق، أطلق عدد من النشطاء والجمعيات الحقوقية ووسائل الإعلام في الجزائر وخارجها خلال شهر رمضان حملة مشتركة تحت شعار (أطلقوهم) لتسليط الضوء على تفشي الاحتجاز التعسفي، والمطالبة بالإفراج الفوري عن معتقلي الرأي، والتذكير بأن ممارسة الحريات الأساسية هو حق مصون، وليس جريمة.

تستعد الجزائر لانتخابات رئاسية في 7 سبتمبر القادم، وهي عضو في مجلس حقوق الإنسان بالأمم المتحدة، وعضو أيضًا في مجلس الأمن. وفي 2023 قبلت السلطات الجزائرية زيارات المقرر الخاص المعني بالحق في التجمع السلمي وحرية تكوين الجمعيات (كليمنت نيالتسوسي فول) والمقررة الخاصة المعنية بحالة المدافعين عن حقوق الإنسان (ماري لولور). هذه التطورات هي مؤشرات على إمكانية الانفتاح والالتزام، لكن الأمر يستلزم فتح مساحات حرة للمجتمع المدني، وتطبيق تدابير فعالة لتغيير مناخ التهيب المسلط بحق الأصوات الناقدة والمدافعين عن حقوق الإنسان حاليًا. وبدلاً من معاملة هذه الأصوات كتهديد، يجب على السلطات الجزائرية التعهد بالتزامات عاجلة وملموسة لضمان نزاهة هذه الأصوات وتمكينها من ممارسة دورها المجتمعي البناء.

بعد زيارتهما للجزائر، أشار مقرران الأمم المتحدة في ملاحظتهما الأولية إلى أوجه قصور كبيرة فيما يتعلق باحترام الحقوق والحريات الأساسية في الجزائر. فبحسب الخبييرة الأممية ماري لولور: "التعامل القضائي القاسي لا يزال مستمرًا ويمثل في ملاحقات جنائية متعددة بحق المدافعين عن حقوق الإنسان". كما أكد الخبير الأممي نيالتسوسي فول أنه: "يجب على الحكومة الجزائرية تخفيف القيود الصارمة المفروضة على التجمعات والجمعيات [...] ومعالجة مناخ الخوف الناجم عن توظيف سلسلة من التهم الجنائية ضد الأفراد والجمعيات والنقابات والأحزاب السياسية بموجب قوانين تقييدية مفرطة."

ومن ثم، نحن الموقعون أدناه، ندعو إلى تنفيذ التدابير التالية:

- الإفراج الفوري وإعادة التأهيل الكامل لجميع الأشخاص المحتجزين ظلماً بسبب ممارستهم لحقوقهم في حرية الرأي وتكوين الجمعيات والتجمع السلمي؛
- رفع القيود الأمنية والقانونية والإدارية التي تحول دون الممارسة العملية للحقوق والحريات الأساسية من قبل المواطنين السلميين أو المجتمع المدني؛
- إلغاء القوانين القمعية ومواد قانون العقوبات المستخدمة لأغراض قمعية، واعتماد قوانين تعزز الحريات العامة وتتوافق مع الاتفاقيات الدولية التي صادقت عليها الجزائر؛
- فتح مساحات حرة ومستقلة للمجتمع المدني وضمان ممارسة مهنته دون عوائق كمساهم ضروري وبناء في الانتقال نحو سيادة القانون.

الموقعون

المنظمات الجزائرية:

- ابتكار
- لجنة الحماية التابعة للرابطة الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان (CS - LADDH)
- الحريات الجزائرية

- من أجل بديل ديمقراطي في الجزائر ((PADA
- شعاع لحقوق الإنسان
- منظمة العمل من أجل التغيير والديمقراطية في الجزائر
- تجمع عائلات المفقودين في الجزائر ((CFDA
- لجنة دعم حقوق الإنسان في الجزائر – مونتريال
- تجمع من أجل بديل ديمقراطي واجتماعي في الجزائر

المنظمات الإقليمية والدولية:

- منا لحقوق الإنسان
- مركز القاهرة لدراسات حقوق الإنسان.
- محامون بدون حدود – تونس
- منظمة المادة 19
- شبكة المدافعين عن حقوق الإنسان الأفريقية
- الأورو-متوسطية للحقوق
- الفيدرالية الدولية لحقوق الإنسان
- المنظمة الدولية لمناهضة التعذيب
- الخدمة الدولية لحقوق الإنسان
- فرونت لاين ديفنדרز

تابعوا حملة #أطلقوهم #ReleaseThem #Serhet-asen

<https://linktr.ee/freedzconscienceprisoners>

Email: freedzconscienceprisoners@proton.me